



Urbanisme
Gestion Voirie



EXTRAIT DU REGISTRE AUX ARRETES DU MAIRE

DE LA VILLE DE LOISON-SOUS-LENS

OBJET : Réglementation de stationnement et circulation
 rue Jules Warin (de la rue Léo Lagrange à la rue d'Artois)

ARRETE N° 2024 – 42

Le Maire de la Ville de Loison-sous-Lens,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les dispositions relatives aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation routière et de stationnement,
Vu le code de la route,
Considérant que des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable et branchements doivent être entrepris **rue Jules Warin par l'entreprise SADE CGTH, centre de travaux de Sallaumines, 300 rue du 1^{er} Mai prolongée, 62430 SALLAUMINES,**
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité notamment en ce qui concerne la circulation et le stationnement des véhicules, **rue Jules Warin,**

A R R E T E :

Article 1 : A compter du **Lundi 13 mai 2024 jusqu'au Vendredi 14 juin 2024**, la circulation sur la **rue Jules Warin (de la rue Léo Lagrange à la rue d'Artois)** sera réduite et régulée par feux tricolores pour permettre le déroulement des travaux ;

Article 2 : La vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation

Article 4 : Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone des travaux et de part et d'autre, excepté pour les véhicules affectés au chantier

Article 5 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par **l'entreprise SADE CGTH.**

Article 6 : La réfection définitive devra se faire dans les quinze jours.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de Police Judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 9 : Monsieur le Maire de Loison-sous-Lens, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Béthune, Monsieur le Commissaire de Police de Lens sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Loison-sous-Lens, le **22 avril 2024.**

